

## ET MAINTENANT? (2<sup>e</sup> partie)

J'ai souvent entendu des représentants du milieu des affaires de la région insister sur l'importance d'une collaboration accrue entre les trois gouvernements provinciaux. Certains m'ont dit qu'ils appuient une union politique des Maritimes, tout comme moi. Les gens d'affaires pourraient prendre certaines mesures pour donner le ton et promouvoir une perspective commune aux Maritimes. Prenons un exemple : Dans chacune des trois provinces, le temple de la renommée des affaires tient chaque année un dîner d'intronisation pour honorer trois chefs d'entreprise. La communauté des affaires enverrait un message puissant aux trois gouvernements provinciaux et à la population des Maritimes si elle organisait plutôt un seul dîner d'intronisation au temple de la renommée des affaires des Maritimes pour honorer trois chefs d'entreprise. Les milieux d'affaires, et pas uniquement les gouvernements, ont aussi la responsabilité de faire de la région des Maritimes plus qu'une simple création de l'esprit.

Les « régions de l'esprit » ont peu d'instruments de politique pour promouvoir le développement économique. Le cadre constitutionnel établit des frontières politiques précises et confère aux gouvernements provinciaux le pouvoir de créer des politiques et des programmes, ce qui nuit à une perspective multiprovinciale ou régionale. Il en résulte une inertie intrinsèque sur les plans politique, institutionnel et bureaucratique qui rend la planification et l'intégration régionales extrêmement difficiles. Les trois Provinces maritimes se sont montrées peu enthousiastes à l'idée de coordonner leurs efforts de promotion du développement économique régional, ce qui a entravé le développement économique et est encore moins prometteur pour l'avenir.

Les trois gouvernements provinciaux devraient déclarer que la région est un endroit ouvert aux affaires et faire en sorte que, cette fois, elle le soit vraiment. L'objectif de faire des Maritimes le meilleur endroit pour brasser des affaires en Amérique du Nord devrait constamment venir au premier rang de leurs priorités. Ils devraient mettre en place des lois rigoureuses relatives à l'exploration des ressources naturelles, y compris le gaz de schiste, inviter les entreprises à venir faire de la prospection, et réviser l'impôt des sociétés et l'impôt sur le revenu pour qu'ils soient plus concurrentiels. Si la région veut attirer et abriter des sièges sociaux, les gouvernements provinciaux doivent reconnaître que la « fiscalité [en particulier les taux élevés d'impôt sur le revenu] peut aussi avoir une influence importante sur la localisation des sièges sociaux ». Les taux élevés d'impôt sur le revenu sont en fait une taxe sur les sièges sociaux.

Mis à part la volonté politique et bureaucratique, rien n'empêche les trois gouvernements provinciaux de déclarer que la région constituera une zone de libre-échange dans un délai de trois ans, de chercher avec enthousiasme à conclure des protocoles de libre-échange dans tous les secteurs et de mettre en place des normes régionales plutôt que provinciales. Rien n'empêche les trois gouvernements provinciaux de se doter d'une stratégie touristique commune, d'un réseau énergétique commun, d'une régie des alcools commune au lieu de trois petites, de normes communes en matière de délivrance de permis aux professionnels et aux personnes exerçant un métier spécialisé, d'un même code du transport et d'une même loi sur les véhicules à moteur, de lois communes concernant la protection de l'environnement et de politiques d'approvisionnement communes. Si certains changements devaient favoriser une localité comme Halifax, eh bien, qu'il en soit ainsi! Nous sommes tous des habitants des Maritimes et il nous appartient de plus en plus de voir à la prospérité de notre région.

Pour sa part, le gouvernement fédéral devrait assumer un rôle beaucoup plus dynamique comme chef de file pour que la région des Maritimes soit plus qu'une création de l'esprit. Pour ce faire, il pourrait simplement procéder à l'examen de ses propres organismes. Il devrait commencer par l'agence chargée de promouvoir le développement « régional ». L'optique adoptée par l'Agence de promotion économique

du Canada atlantique (APECA) a été étroitement liée à ses quatre bureaux provinciaux. L'APECA pourrait avoir un bureau pour les Maritimes et un bureau pour Terre-Neuve-et-Labrador.

Les investissements dans la R-D sont à la mode quand il s'agit de promouvoir le développement économique. Les appels à l'innovation et aux investissements accrus dans la R-D devraient être modulés avec soin de façon à refléter la situation économique des Provinces maritimes. La solution ne consiste pas nécessairement à poursuivre l'innovation de la même façon que les autres régions, du Sud de l'Ontario à la Californie. Souvent, il vaut mieux laisser à d'autres le soin de se lancer à grand bruit dans l'innovation et la R-D. La région des Maritimes profiterait davantage d'une stratégie de R-D en renforçant la capacité des entreprises locales à adopter l'innovation dans leurs affaires. Souvent, les meilleurs investissements dans la R-D aux Maritimes sont ceux que des entreprises locales effectuent par nécessité, pour améliorer leur productivité et leur compétitivité. Je pense ici à Oxford Foods, qui a dû inventer une machine à récolter les bleuets. Cette machine a eu une incidence considérable sur sa productivité. Elle a été conçue par des travailleurs locaux et est maintenant vendue partout dans le monde.

Le gouvernement fédéral devrait soumettre aux trois gouvernements provinciaux une proposition en vue de restructurer son appareil gouvernemental dans la région. Les économies engendrées par la restructuration pourraient être transformées en un fonds de développement économique pour les Maritimes. Dans le cadre d'un tel exercice, Ottawa devrait tout mettre sur la table. Il pourrait aller jusqu'à restructurer les tribunaux qui relèvent de sa compétence. Les Provinces maritimes ont trois cours d'appel, et il y a de bonnes raisons de croire qu'elles ne sont pas toutes très occupées. J'offre dans le livre de nombreux autres exemples d'économies qui pourraient résulter d'une telle restructuration.

On ne saurait trop insister sur l'ampleur du défi démographique auquel la région est confrontée et qui se fera sentir dans tous les secteurs mais, surtout, dans celui des soins de santé. Les trois gouvernements provinciaux doivent mettre de l'ordre dans leurs finances. Il suffit d'y penser un instant pour se rendre compte qu'ils sont mieux en mesure d'y parvenir en coordonnant leurs efforts qu'en agissant seuls.

Depuis la fondation du Canada, la région des Maritimes n'a pas réussi à créer et à exploiter des possibilités économiques lui permettant de suivre le rythme d'évolution des autres régions. L'avenir s'annonce incertain pour elle compte tenu de son défi démographique et du fait qu'elle continue de perdre de l'influence politique au sein de la famille canadienne. Il est à espérer que le gouvernement fédéral apprendra à tenir compte tant de la perspective régionale que de la perspective nationale et à ajuster les politiques nationales pour qu'elles reflètent la situation particulière de la région, au lieu de se rabattre sur les paiements de transfert ou d'envoyer de l'argent dans notre direction pour se déculpabiliser, comme il l'a fait dans le passé. Espérons aussi que les gens des Maritimes cesseront de prêcher uniquement pour leur province ou leur paroisse et donneront à l'économie régionale un solide coup de barre afin de jeter les bases d'un développement économique autosuffisant.

Dans mon rapport de 1987 au premier ministre sur la création de l'APECA, j'ai fait allusion à l'approche du développement économique apparentée au « culte du cargo ». Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les indigènes de certaines îles du Pacifique ont vu débarquer des troupes américaines. Les Américains ont déboisé et nivelé une parcelle de terre oblongue dans la jungle, placé des lumières de chaque côté et... voilà! Au bout de quelque temps, un gigantesque oiseau d'argent est arrivé, transportant toutes sortes d'objets précieux. Cela a donné naissance à un culte du cargo chez les autochtones qui, ayant vu comment les Américains s'y étaient pris pour attirer l'oiseau d'argent, ont fait de même et ont dégagé des parcelles de jungle, puis ils ont attendu autour de leurs feux, avec patience et vénération, l'arrivée de l'oiseau.

Cette anecdote trouve écho encore plus aujourd'hui qu'elle ne le faisait en 1987. La mondialisation de l'économie, la perte graduelle d'influence politique au sein des institutions politiques nationales et la situation financière précaire de tous les gouvernements font en sorte que les habitants des Maritimes ne peuvent attendre passivement l'arrivée de l'oiseau argenté. Il est encore moins logique de nos jours que trois petites provinces se fassent concurrence, que ce ne l'était en 1987. Les trois provinces doivent considérer que les Maritimes sont plus qu'une simple région de l'esprit, les institutions communautaires doivent répondre à l'appel et contribuer davantage au développement économique de la région, les gouvernements à tous les niveaux doivent permettre au secteur privé de soutenir la concurrence en créant les conditions du succès économique, et les gens des Maritimes doivent presser le Sénat d'assumer pleinement son rôle de porte-parole des régions et doivent voter de façon stratégique lors des élections. Les médias ont soutenu que l'Ontario avait donné le pouvoir au Parti libéral et que le Québec lui avait donné sa majorité lors des élections de 2015. Je ne suis pas de cet avis. Les Maritimes et leurs 25 sièges ont donné au Parti libéral son mandat majoritaire (j'invite les médias à faire le calcul). Aucun parti politique ne devrait tenir le vote de la région pour acquis. Nous devons tirer des leçons du Mouvement des droits des Maritimes (vers les années 1920) et utiliser pleinement la modeste influence que nous avons dans nos institutions politiques nationales.

**Donald J. Savoie**

Chaire de recherche du Canada (niveau 1) en administration publique et gouvernance à l'Université de Moncton et auteur de *Se débrouiller par ses propres moyens : le développement économique dans les Maritimes*, Halifax, Nimbus Publishing.